

ANALYSE

LE PACTE FINANCE-CLIMAT PEUT-IL SAUVER

L'EUROPE ET LE CLIMAT ?



Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

« La terre vit sa période la plus chaude depuis 2000 ans », titre le 24 juillet un article du journal *Le Monde*. Le climat se réchauffe et pourtant peu de mesures sont prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Face à cet immobilisme, certains plaident pour l'adoption du Pacte Finance-Climat, qui permettrait de financer la transition écologique pour lutter contre le réchauffement climatique.

En quelques mots :

- Ce Pacte impliquerait la création d'une banque pour le climat et d'un fonds d'investissement durable européen.
- Il favoriserait la transition écologique, mais aussi la création d'emplois et la construction européenne.

Mots clés liés à cette analyse : *investissement durable, transition économique, écologie, réchauffement climatique*

INTRODUCTION

Le mardi 16 juillet 2019, Ursula von der Leyen a été élue présidente de la Commission européenne. Durant son grand oral, avant son élection, l'Allemande a abordé plusieurs sujets et notamment l'action de l'Union européenne en faveur du climat. La nouvelle présidente a déclaré que les trois premiers mois de son mandat seraient consacrés à la mise en place d'un « Green new deal ». Elle a également déclaré soutenir la création d'une banque d'investissement européenne pour le climat. Le projet de banque européenne pour le climat existe depuis plusieurs années, mais il a gagné en notoriété et en adhésion lors des dernières élections européennes.

Ce projet est par ailleurs l'une des propositions principales du Pacte Finance-Climat théorisé par le climatologue Jean Jouzel et l'économiste Pierre Larroustou. Publié en 2017, il a aujourd'hui l'appui de près de 600 personnalités, élu·e·s, économistes et scientifiques¹. Il propose la création d'une banque d'investissement pour le climat, mais aussi celle d'un fonds d'investissement européen durable. Ce pacte est présenté à la fois

¹ Entre autres : Pedro Sanchez (Premier ministre espagnol), Anne Hidalgo (Maire de Paris), Jean Marc Ayrault (ancien Premier ministre français), etc ...

comme une façon de contrer le réchauffement climatique, mais aussi de sauver l'Europe et relancer l'économie.

Qu'est-ce que le Pacte Finance-Climat ? Comment créer une banque d'investissement pour le climat ou un fond d'investissement européen durable ? Quels seraient concrètement leurs rôles ?

1. La banque pour le climat

La création d'une banque pour le climat est une idée dont on entend parler depuis plusieurs années maintenant. Elle fait partie du Pacte Finance-Climat, soutenu par de nombreuses personnalités, politiques, économistes, scientifiques mais aussi par des collectivités. Ce Pacte a initié par deux personnalités : Pierre Larroustou, économiste, agronome et député européen du Groupe des Verts, et Jean Jouzel, climatologue et ancien vice-président du groupe de recherche du GIEC².

L'idée de la création d'une banque européenne est née de deux constats. Le premier est l'urgence environnementale et le manque de réaction de la part des pouvoirs publics. Le second est l'injection, via la politique d'assouplissement quantitatif³ (ou quantitative easing) de la Banque centrale européenne de plus de 2.500 milliards d'euros depuis 2015 pour « relancer l'économie »⁴. Pourtant, la majeure partie de cette injection aurait alimenté la spéculation et non l'économie réelle, selon Pierre Larroustou.

Face à cette situation, les deux experts ont imaginé mettre la création monétaire européenne au profit d'une banque européenne d'investissement pour le climat, puisque, comme ils l'affirment : « le nerf de la guerre (dans la bataille pour le climat), c'est l'argent. »

Cette banque serait une « filiale » à 100 % de la banque d'investissement européenne (BEI) sur le modèle de la banque européenne pour le développement (BERD), créée en moins d'un an après la chute du bloc de l'est pour aider les économies d'Europe de l'est à se relever. Face à l'urgence climatique actuelle, elle serait mise en place le plus vite possible et pourrait financer les pays membres de l'Union européenne avec un prêt allant jusqu'à 2% de leur PIB. Ce montant serait prêté à taux zéro, chaque année,

² Groupe d'experts international sur l'évolution du climat

³ Pratique par laquelle la BCE rachète aux banques des obligations d'État pour que les banques soient plus dotées en liquidités.

⁴ Cohn Bendit D., Falkenberg K., Lamy P., et al. « Oui, l'Europe peut renaître avec un traité Climat et Emploi », Le Soir, 6 juillet 2018, <https://plus.lesoir.be/166311/article/2018-07-06/oui-leurope-peut-renaitre-avec-un-traite-climat-et-emploi> (consulté le 25/07/2019).

pendant 30 ans, et exclusivement consacré aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables. La Belgique disposerait ainsi chaque année de 9,5 milliards d'euros, la France 45 milliards.⁵

Selon la Cour des comptes européenne, 1.115 millions d'euros sont nécessaires chaque année pour atteindre l'objectif de réduction de 40 % des émissions de GES d'ici à 2030⁶. Grâce à une banque pour le climat européenne, l'UE pourrait, chaque année, prêter 200 milliards d'euros issus de la création monétaire à ses États membres. Et, selon les calculs de Pierre Larrousurou, l'effet multiplicateur pourrait faire en sorte que le secteur privé investisse à son tour près de 800 milliards d'euros par an dans la recherche, la rénovation énergétique, etc.⁷ Cela permettrait donc d'arriver à la somme de 1.000 milliards d'euros par an pour la transition. A cette somme s'ajoute 100 milliards d'euros issus du fonds européen d'investissement durable, deuxième grand projet du Pacte Finance-Climat.

2. Un fond d'investissement durable européen

Certains investissements nécessaires pour respecter les objectifs de réduction de gaz à effet de serre en Europe ne sont pas rentables (financièrement parlant). Les investissements privés ne permettront donc pas de les financer intégralement. Pour combler ce besoin, le Pacte Finance-Climat propose la création d'un fonds d'investissement durable européen.

Ce fonds serait doté de 100 milliards d'euros par an afin d'atteindre plusieurs objectifs : 40 milliards d'euros pour financer la transition en Afrique, 10 milliards d'euros pour la recherche européenne et 50 milliards d'euros pour financer le chantier européen⁸.

Mais comment trouver une telle somme ? Alors que l'annonce d'une hausse de la taxe carbone en France a contribué à faire naître le mouvement des gilets jaunes, il est difficile d'imaginer de demander aux contribuables européens de payer une nouvelle taxe. Ainsi, pour les fondateurs du Pacte Finance-Climat, il faut créer un nouvel impôt européen sur les sociétés de l'ordre de 5% des bénéfices. L'économiste Pierre Larrousurou signale que le niveau de taxation en Europe est loin d'être trop élevé :

⁵ Cf note 4

⁶ Andrade A., « Union européenne : une banque pour sauver le climat ? », France Culture, 23 mai 2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-nouvelles-de-leco/les-nouvelles-de-leco-du-jeudi-23-mai-2019> (consulté le 25/07/2019).

⁷ Cf note 6

⁸ Cf note 4

l'impôt sur les bénéfices est de 38% en moyenne aux États-Unis contre 19% en Europe, conséquence du dumping fiscal intra européen et de l'optimisation fiscale qui en découle.⁹

Ainsi, le nouvel impôt de 5% sur les bénéfices aurait le double avantage de financer l'investissement vert et de lutter contre l'évasion fiscale et la concurrence fiscale intra-européenne. Parallèlement, le Pacte Finance-Climat propose aussi de stopper les subventions aux énergies fossiles pour les rediriger vers des investissements durables.¹⁰

En plus de financer la transition, ce fonds pourrait éviter la naissance d'une crise systémique.

3. Une mise en place difficile à négocier

Le principal obstacle à la création d'une banque européenne pour le climat et d'un fonds d'investissement durable sera sûrement d'obtenir l'adhésion de tous les pays membres. Certains pays, malgré une forte pression populaire pour un réveil écologique, pourraient compliquer l'adoption du Pacte Finance-Climat pour diverses raisons.

L'Allemagne, par exemple, suit de manière dogmatique la rigueur budgétaire et est très attachée à la règle du déficit national annuel limité à 3% du PIB. Or, le Pacte Finance-Climat prévoit que chaque pays membre emprunte à hauteur de 2% de son PIB, ce qui complique la gestion du budget.

Certains pays pourraient également bloquer ce processus de création à cause la montée de l'euro-scepticisme et du refus de déléguer leur politique monétaire et budgétaire à l'Union Européenne, comme c'est le cas de Salvini en Italie.

D'autres pays préfèrent penser à leurs résultats économiques plutôt qu'à leurs résultats écologiques.

4. Les effets positifs du Pacte Finance-Climat

Quand les experts parlent de la prochaine crise, ils ne parlent pas uniquement d'une

⁹ Cf note 4

¹⁰ Cf note 4

crise financière ou écologique, mais d'une crise plus globale. Il convient donc de l'éviter. Et à part une poignée de réfractaires, il semble évident pour tout le monde qu'il est nécessaire de stopper le réchauffement climatique, notamment en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre. Les propositions faites dans le Pacte Finance-Climat permettraient donc aux États de financer les changements nécessaires à la transition écologique via la mobilité, l'énergie verte ou encore la rénovation énergétique.

Mais selon les auteurs de l'appel, en plus de contribuer à la réduction d'émissions de CO₂, le Pacte Finance-Climat pourrait aussi contribuer à la création d'emplois. En Europe, mais aussi en Afrique grâce au fonds d'investissement durable. D'après les calculs, quelques 6 millions d'emplois pourraient être créés au sein de l'Union européenne, contribuant ainsi à faire baisser le taux de chômage.

La banque pour climat et le fonds d'investissement durable, qui réorienteraient les investissements vers des activités durables et vertes, permettraient d'éviter une nouvelle crise financière. En effet, le FMI a déjà averti que la prochaine crise financière serait bien plus violente que celle de 2008 à cause du niveau de spéculation important. En se tournant vers l'économie réelle plutôt que d'alimenter une finance déconnectée et ses bulles spéculatives comme le fait actuellement la BCE, le Pacte Finance-Climat réduirait le risque de crise financière, ou au moins son impact.

Le Pacte Finance-Climat permettrait également de donner un nouveau souffle à la construction européenne avec des institutions dédiées à la transition écologique. Face à un euroscepticisme croissant, la création d'emplois et la taxe sur les sociétés permettrait de donner une nouvelle légitimité à l'Union européenne. Une mission plus perceptible par les citoyens européens que son rôle de régulateur des politiques budgétaire et monétaire.

On peut aussi espérer que le Pacte Finance-Climat contribue à une nouvelle coopération entre l'Europe et l'Afrique, grâce au fonds d'investissement durable européen qui prévoit de financer à hauteur de 40 milliards d'euros par an la recherche et les rénovations nécessaires à la transition écologique africaine.

CONCLUSION

Dans le Pacte Finance-Climat, Pierre Larrourou et Jean Jouzel mettent en avant le fait qu'il est possible de faire bouger les choses dans le domaine de la transition écologique. La lutte contre le réchauffement climatique est non seulement possible, mais aussi bénéfique dans d'autres domaines comme l'emploi ou la construction européenne.

L'Union européenne ne manque pas d'argent à investir, mais elle doit orienter ses investissements pour qu'ils servent à la transition. Cependant, cela relève de choix politiques et d'intérêts économiques parfois compliqués à concilier entre pays membres de l'Union européenne.

Daphné BURGER

Relecture : Annika CAYROL

Juillet 2019

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société : Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu : Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité : Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire. Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.